



Depuis plus de deux ans, la majorité des observateurs analysent le processus révolutionnaire syrien en termes géopolitiques, par en haut, en ignorant les dynamiques populaires d'en-bas, politiques et socio économiques. Les menaces (verbales jusqu'à présent) d'interventions occidentales n'ont fait que renforcer cette vision d'une opposition entre deux camps : les Etats occidentaux et les monarchies du Golfe d'un côté, l'Iran, la Russie et le Hezbollah de l'autre.

Nous refusons de choisir entre ces deux camps, nous refusons cette logique du « moindre mal » qui ne mènera qu'à la défaite de la révolution syrienne et de ses objectifs: la démocratie, la justice sociale et le refus du confessionnalisme. Notre soutien va au peuple révolutionnaire en lutte pour sa libération et son émancipation. En effet, seul le peuple en lutte permettra non seulement la chute du régime mais également l'édification d'une société de démocratie, de justice sociale et de laïcité. Une société respectant et garantissant à chacun le droit de pratiquer sa religion et assurant l'égalité de tous et toutes sans discrimination aucune (religieuse, ethnique, de genre, etc...).

Seules les masses développant leur propre potentiel de mobilisation pourront réaliser le

Écrit par Joseph Daher

Mercredi, 04 Septembre 2013 16:49 - Mis à jour Mercredi, 04 Septembre 2013 19:18

changement à travers leur action collective. C'est l'abc de la politique révolutionnaire. Mais cet abc, aujourd'hui, se heurte à un profond scepticisme de la part de nombreux milieux de gauche en Occident. On nous dit que nous prenons nos désirs pour des réalités, qu'il y a, peut-être, eu un début de révolution en Syrie il y a deux ans et demi mais que les choses ont changé depuis. On nous dit que le djihadisme a pris le dessus dans l'opposition au régime, qu'il ne s'agit plus d'une révolution mais d'une guerre et qu'il faut bien choisir son camp pour tracer une issue concrète...

Tout le « débat » à gauche est pollué par cette logique « campiste », qui s'accompagne souvent de théories du complot et qui brouille les démarcations fondamentales entre la gauche et la droite – et surtout l'extrême-droite. Quand un-e journaliste témoigne de ce qu'il ou elle a vu sur le terrain dans telle ou telle région sous contrôle des rebelles, et que ce témoignage bat en brèche les explications dominantes sur l'hégémonie djihadiste, il est nié. Parfois même certains insinuent que des récits de ce genre font partie des « médiemensonges », qu'ils visent à rendre l'opposition présentable pour justifier l'intervention impérialiste et qu'on ne peut donc pas y accorder le moindre crédit.

Nous avons demandé à Joseph Daher, militant révolutionnaire syrien résidant actuellement en Suisse, de faire le point concrètement sur l'état des mouvements populaires dans son pays, en particulier sur l'auto-organisation des masses dans les régions libérées, la lutte contre le confessionnalisme et contre les islamistes. La conclusion qui en ressort est claire : oui, la révolution est toujours à l'œuvre en Syrie, et elle a besoin de notre solidarité. **(LCR-Web)**

Par Joseph Daher

Le mouvement populaire syrien s'est opposé depuis le début aux tentatives de divisions confessionnelles lancées par le régime d'abord, puis par des groupes islamistes réactionnaires ensuite.

Comités populaires, élections, administrations civiles

Dès le début de la révolution, les principales formes d'organisation ont été des comités populaires au niveau des villages, quartiers, villes et régions. Ces comités populaires étaient le véritable fer de lance du mouvement mobilisant le peuple pour les manifestations. Par la suite, dans les régions libérées du joug du régime ils ont développé des formes d'autogestion basées sur l'organisation des masses. Des conseils populaires élus ont vu le jour pour gérer ces régions libérées, prouvant par là que c'est le régime qui provoque l'anarchie, et non le peuple.

Dans certaines régions libérées des forces armées du régime, des administrations civiles ont aussi été mises en place pour pallier l'absence de l'État et prendre en charge ses prérogatives dans de nombreux domaines, tels que les écoles, les hôpitaux, les routes, les services d'eau, d'électricité et de communications. Ces administrations civiles sont nommées à travers des élections et (ou par ?) consensus populaires et ont pour tâches principales la fourniture des services de la fonction publique, la sécurité et la paix civile.

Des élections locales libres dans les zones «libérées» ont eu lieu pour la première fois depuis 40 ans dans certaines régions, quartiers et villages. C'est le cas par exemple dans la ville de Deir Ezzor, fin février 2013, dans laquelle un votant Ahmad Mohammad déclarait que « nous voulons un Etat démocratique, pas un Etat islamique, nous voulons un Etat laïc géré par des civils et pas des mollahs ».

Ces conseils locaux reflètent le sens de la responsabilité et la capacité des citoyens à prendre des initiatives pour gérer leurs affaires en s'appuyant sur leurs cadres, expériences et énergies propres. Ils existent sous diverses formes, tant dans les zones encore sous domination du régime que dans celles qui s'en sont émancipées.

Un autre exemple concret de cette dynamique d'auto-organisation est la réunion de fondation de la Coalition de la jeunesse révolutionnaire en Syrie, qui a eu lieu début juin à Alep. La réunion a rassemblé un large éventail de militant-es et de comités de coordination qui ont joué un rôle important sur le terrain depuis le déclenchement de la révolution en Syrie et qui venaient des différentes régions du pays et représentaient de larges secteurs de la société syrienne. La conférence a été présentée comme une étape clé pour représenter la jeunesse révolutionnaire de toutes les communautés.

Cela ne signifie qu'il n'y pas de limites parfois à ces conseils populaires, comme le manque de

représentations des femmes, ou de certaines minorités. Il ne s'agit pas d'embellir la réalité mais de rétablir la vérité.

L'exemple de Raqqa

Un exemple très marquant de l'auto-organisation des masses est la ville de Raqqa, seule capitale de province libérée des forces du régime (depuis mars 2013). Encore soumise aux bombardements du régime, Raqqa est complètement autonome et c'est la population locale qui gère tous les services à la collectivité. Un autre élément aussi important dans la dynamique populaire de la révolution est l'explosion de journaux indépendants produits par des organisations populaires. Le nombre de journaux est en effet passé de 3 avant la révolution, qui étaient dans les mains du régime, à plus d'une soixantaine rédigés par des groupes populaires.

A Raqqa, les organisations populaires sont le plus souvent menées par des jeunes. Elles se sont multipliées, au point que plus de 42 mouvements sociaux étaient officiellement enregistrés à la fin du mois de mai. Les comités populaires ont organisé diverses campagnes. Un exemple est la campagne « le drapeau révolutionnaire syrien me représente » : elle consiste à peindre le drapeau révolutionnaire dans les quartiers et les rues de la ville, pour s'opposer à la campagne des islamistes qui voulaient imposer le drapeau islamique noir. Sur le plan culturel, une pièce de théâtre se moquant du régime Assad a été jouée au centre la ville et, au début du mois de juin, les organisations populaires ont organisé une exposition d'art et d'artisanat local. Des centres ont été mis en place pour occuper les jeunes et traiter les troubles psychologiques causés par les conséquences de la guerre. Les examens du baccalauréat syrien de fin d'année, en juin et juillet, ont été entièrement pris en charge par des volontaires.

Ce genre d'expériences d'auto-organisation se retrouve dans de nombreuses régions libérées. Il est à noter que les femmes jouent un grand rôle dans ces mouvements et dans les manifestations en général. Par exemple le 18 juin 2013 dans la ville de Raqqa, une manifestation massive, menée par des femmes, a eu lieu devant le siège de Jabhat al-Nusra, groupe islamiste, dans laquelle les manifestant-es appelaient à la libération des prisonniers qui ont été incarcérés . Les manifestants ont scandé des slogans contre Jabhat al-Nusra, et ont dénoncé leurs actions. Les manifestant-es n'ont pas hésité à scander le premier slogan utilisé à Damas en février 2011 : « Le peuple syrien refuse d'être humilié ». Le groupe " Haquna » (qui signifie « notre droit »), où de nombreuses femmes sont présentes, ont également organisé de nombreux rassemblements contre les groupes islamistes dans Raqqa, scandant notamment

«
Raqqa est libre, dehors avec Jabhat al-Nusra ».

Dans la ville de Deiz Zor au mois de juin, une campagne avait été lancée par les militants locaux visant à encourager les citoyen-nes à participer aux processus de surveillance et de documentation des pratiques des conseils populaires locaux, y compris en les associant à faire valoir leurs droits et de promouvoir la culture des droits humains dans la société. Un accent particulier a été mis au cours de cette campagne sur l'idée du droit et de la justice pour tous et toutes.

Contre les islamistes

Ce sont ces mêmes organisations populaires qui se sont le plus souvent opposées aux groupes islamistes armés. Ceux-ci veulent prendre par la force le contrôle des zones libérées alors qu'ils n'ont pas de racines dans le mouvement populaire, et qu'ils ne sont pas issus de la révolution.

La ville de Raqqa a par exemple vu une résistance continue et inébranlable contre les groupes islamistes. Depuis que la ville a été libérée des troupes de régime, en mars 2013, de nombreuses manifestations ont été organisées contre l'idéologie et les pratiques autoritaires des groupes islamistes. Il y a eu des rassemblements de solidarité avec des militants kidnappés pour exiger leur liberté des geôles des islamistes. Cette manifestation a permis la libération de certains militants, mais de nombreux autres restent emprisonnés jusqu'à aujourd'hui comme le célèbre Père Paolo et d'autres tel que le fils de l'intellectuel militant Yassin Hajj Saleh, Firas.

Des manifestations similaires des masses populaires contestant les pratiques autoritaires et réactionnaires des islamistes ont eu lieu à Alep, à Mayādīn, Al-Quseir et d'autres villes comme Kafranbel. Ces combats se poursuivent aujourd'hui.

Dans le quartier de Bustan Qasr, à Alep, la population locale a manifesté à de nombreuses reprises pour dénoncer les actions du Conseil de la Charia d'Alep, qui regroupe plusieurs groupes islamistes. Le 23 août par exemple, les manifestants de Bustan Qasr, tout en condamnant le massacre à l'arme chimique commis par le régime contre la population de la Ghouta orientale, réclamaient également la libération du célèbre activiste Abu Maryam, une fois de plus emprisonné par le Conseil de la Charia d'Alep. Auparavant dans ce même quartier à la fin juin 2013, les manifestants avaient scandé « Va te faire foutre (Toz) le Conseil islamique », en raison des politiques répressives et autoritaires répétitives de ce dernier. Une explosion populaire s'était également exprimé lors de l'assassinat par des jihadistes étrangers

Écrit par Joseph Daher

Mercredi, 04 Septembre 2013 16:49 - Mis à jour Mercredi, 04 Septembre 2013 19:18

appartenant au groupe de l'Etat islamique du Levant et d'Irak d'un jeune garçon de 14 ans, pour soi-disant blasphème alors qu'il avait fait une blague faisant référence au prophète Mohammad. Une manifestation a été organisée par le comité populaire de Bustan Qasr contre le Conseil islamique et les groupes islamistes, scandant:

«

Quelle honte, quelle honte, les révolutionnaires shabbiha sont devenus », ou bien ils faisaient références au Conseil Islamique en citant les services de sécurité du régime Assad, un allusion claire à leur pratique autoritaire.

Il y a des manifestations hebdomadaires le vendredi. Lors de celles du vendredi 2 août 2013, les comités de coordination locales (CCL), qui jouent un rôle important d'information de la révolution mais également d'aide, d'approvisionnement et de services aux populations et aux réfugiés, ont déclaré ceci dans leur communiqué : « dans un message unifié de la révolution au monde entier, nous confirmons que les enlèvements de militant-es et d'acteurs essentiels de la révolution, outre qu'ils servent l'intérêt de la tyrannie, nuisent à la liberté et à la dignité de la révolution ». Ce message s'adressait directement à ces groupes islamistes réactionnaires. Dans le même esprit, le 28 juillet 2013, les CCL écrivaient un communiqué avec pour titre : « La tyrannie est une, qu'elle s'exerce au nom de la religion ou au nom de la laïcité », renvoyant dos à dos les islamistes et le régime.

Arabes et Kurdes unis

Dans le nord-est de la Syrie, habitée en majorité par la population kurde, les combats récents entre islamistes et milices kurdes du PYD (lié au PKK) ont été l'occasion d'initiatives populaires des militants et de la population locale. Ces initiatives populaires visaient à démontrer la fraternité des Kurdes et des Arabes dans cette région et à réaffirmer que la révolution populaire syrienne est pour tous et toutes, et qu'elle exclut le racisme et le sectarisme. Au moment de ces combats, dans la province de Raqqa, la ville de Tall Abyad a d'ailleurs vu la formation du bataillon « Chirko Ayoubi », qui a rejoint la brigade du Front Kurde le 22 juillet 2013. Ce bataillon regroupe désormais des Arabes et Kurdes ensemble. Ils ont publié une déclaration commune dénonçant les exactions commises par les groupes islamistes et les tentatives de divisions du peuple syrien sur des bases ethniques et communautaires

Dans la ville d'Alep, dans le quartier d'Achrafieh - habité principalement par des Kurdes - une manifestation a été organisée le 1^{er} août 2013 rassemblant plusieurs centaines de personnes en faveur de la fraternité entre Arabes et Kurdes, pour condamner des actes commis par des groupes extrémistes islamistes contre la population kurde.

Dans la ville de Tell Abyad, qui a été soumise à d'intenses combats, les militants ont tenté de lancer plusieurs initiatives visant à mettre fin au conflit militaire entre les deux groupes, à arrêter (l'expulsion ?) le départ de force des civils, à mettre en place un comité populaire pour gouverner et gérer la ville sur une base quotidienne, et à promouvoir des initiatives et des actions conjointes entre les populations arabes et kurdes, afin de parvenir à un consensus par des moyens pacifiques. Les efforts continuent aujourd'hui malgré la continuité des combats entre islamistes et milices kurdes.

Dans la ville de Amouda, une trentaine de militants se sont réunis le 5 août 2013 avec des drapeaux kurdes et des drapeaux révolutionnaires syriens derrière une pancarte disant « Je t'aime Homs », pour montrer leur solidarité avec cette ville assiégée par l'armée du régime.

Dernièrement encore, dans la ville de Qamichli, où vivent des populations arabes (musulmanes et chrétiennes), kurdes et assyriennes, des militants locaux ont lancé de nombreux projets pour garantir la coexistence et la gestion de certains quartiers par des comités conjoints. Dans cette même ville, la branche de l'Union des étudiants libres kurdes a lancé une petite campagne Internet appelant à la liberté, la paix et la fraternité, la tolérance et l'égalité pour l'avenir de la Syrie.

Dans sa très grande majorité, le mouvement populaire syrien n'a cessé de répéter son refus du confessionnalisme, malgré les tentatives du régime et des groupes islamistes pour allumer ce feu dangereux. Les slogans des manifestant-es tels que « Nous sommes tous des Syriens, nous sommes unis » et « Non au confessionnalisme » sont répétés en permanence jusqu'à aujourd'hui.

Il convient de comprendre le rôle crucial joué par les comités populaires et les organisations dans la poursuite du processus révolutionnaire, car ce sont les acteurs essentiels qui permettent au mouvement populaire de résister. Il ne s'agit pas de diminuer le rôle joué par la résistance armée, mais cette dernière dépend du mouvement populaire pour continuer le combat. Sans celui-ci, nous n'aurions aucune chance.

« **Plutôt la mort que l'humiliation** »

Écrit par Joseph Daher

Mercredi, 04 Septembre 2013 16:49 - Mis à jour Mercredi, 04 Septembre 2013 19:18

Une manifestation très claire de la dynamique populaire de la révolution est l'explosion de journaux produits par des organisations populaires. Le nombre de journaux est en effet passé de trois avant la révolution – tous trois étaient des journaux du régime – à plus d'une soixantaine rédigés par des groupes populaires.

En conclusion, la révolution syrienne est toujours là, elle continue et ne s'arrêtera pas. Malgré la guerre sans merci du régime contre le mouvement populaire et ses massacres répétés contre la population civile. Et malgré les menaces internes des groupes islamistes réactionnaires. Quoique minoritaires, ces groupes sont dangereux, ils sont également des ennemis de la révolution par leur opposition aux objectifs du soulèvement pour la démocratie et la justice sociale, leur idéologie confessionnelle et leurs pratiques autoritaires.

Comme les manifestant-es continuent à le chanter lors des multiples protestations : « le peuple syrien ne sera pas humilié » et « la mort plutôt que l'humiliation ». Le mouvement populaire continuera son combat jusqu'à la victoire des objectifs de la révolution.

Vive les révolutions populaires !

Pouvoir et richesse pour le peuple !

Depuis plusieurs jours, les Etats- Unis et la France, appuyés par les monarchies pétrodollars serviles et des forces réactionnaires, affichent leur détermination à intervenir militairement en Syrie pour soi-disant « tirer les oreilles » à Bachar Al Assad.

La LCR-SAP qui soutient la révolution syrienne dès son déclenchement et qui n'a pas arrêté de dénoncer le régime dictatorial d'Al Assad et ses crimes contre le peuple révolté et ses revendications justes, ainsi que les exactions des groupes islamistes terroristes, s'oppose catégoriquement à toute intervention militaire impérialiste en Syrie, que ce soit dans le cadre de l'ONU ou à l'initiative des Etats-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne et d'autres Etats.

L'auto-organisation des luttes populaires en Syrie face au régime et aux groupes islamistes ? Oui, ça existe

Écrit par Joseph Daher

Mercredi, 04 Septembre 2013 16:49 - Mis à jour Mercredi, 04 Septembre 2013 19:18

Lire [ici](#) la déclaration de la LCR-SAP.